

The Protocol was
previously published as
Miscellaneous No. 14
(1973), Cmnd. 5317

EXPOSITIONS



Treaty Series No. 21 (1983)

Protocol

revising the Convention signed at
Paris on 22 November 1928 relating to
International Exhibitions

Paris, 30 November 1972

[The Protocol entered into force on 9 June 1980]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
May 1983*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

£4 net

Cmnd. 8863

**PROTOCOLE
PORTANT MODIFICATION
DE LA CONVENTION SIGNÉE À PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928
CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES**

Les Parties à la présente Convention,

Considérant que les règles et procédures instaurées par la Convention concernant les expositions internationales signée à Paris le 22 novembre 1928, modifiée et complétée par les protocoles des 10 mai 1948 et 16 novembre 1966, se sont révélées utiles et nécessaires aux organisateurs de ces expositions comme aux Etats participants,

Désireuses d'adapter aux conditions de l'activité moderne lesdites règles et procédures, ainsi que celles qui concernent l'Organisation chargée de veiller à son application et de réunir ces dispositions dans un seul instrument qui doit remplacer la Convention de 1928,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I^{er}.

Le présent Protocole a pour objet:

- a) De modifier les règles et procédures concernant les expositions internationales;
- b) De modifier les dispositions concernant les activités du Bureau International des Expositions.

Modification

ARTICLE II.

La Convention de 1928 est de nouveau modifiée par le présent Protocole conformément aux objectifs exprimés à l'article I^{er}. Le texte de la Convention ainsi modifiée figure dans l'appendice au présent Protocole dont il constitue partie intégrante.

ARTICLE III.

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Parties à la Convention de 1928 à Paris du 30 novembre 1972 au 30 novembre 1973 et restera ouvert après cette dernière date pour l'adhésion de ces mêmes Parties.

2. Les Parties à la Convention de 1928 peuvent devenir Parties au présent Protocole par:

- a) Signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation;
- b) Signature sous réserve de ratification, acceptation ou approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation;
- c) Adhésion.

3. Les instruments de ratification, acceptation, approbation ou adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République française.

ARTICLE IV.

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle 29 Etats y seront devenus parties dans les conditions prévues à l'article III.

ARTICLE V.

Les dispositions du présent Protocole ne s'appliquent pas à l'enregistrement d'une exposition pour laquelle une date aura été retenue par le Bureau International des Expositions jusqu'à et y inclus la session du Conseil d'Administration qui aura immédiatement précédé l'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à l'article IV ci-dessus.

ARTICLE VI.

Le Gouvernement de la République française notifiera aux gouvernements des Parties contractantes ainsi qu'au Bureau International des Expositions:

- a) Les signatures, ratifications, approbations, acceptations et adhésions conformément à l'article III;
- b) La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article IV.

ARTICLE VII.

Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Gouvernement de la République française le fera enregistrer auprès du Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 30 novembre 1972, en langue française, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel en délivrera des copies conformes aux gouvernements de toutes les Parties à la Convention de 1928.

[For signatures see page 39]

APPENDICE
CONVENTION CONCERNANT LES EXPOSITIONS
INTERNATIONALES SIGNÉE A PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928,
MODIFIÉE ET COMPLÉTÉE PAR LES PROTOCOLES DES
10 MAI 1948, 16 NOVEMBRE 1966 ET 30 NOVEMBRE 1972

TITRE I^{er}

Définitions et objets

ARTICLE 1^{er}.

1. Une exposition est une manifestation qui, quelle que soit sa dénomination, a un but principal d'enseignement pour le public, faisant l'inventaire des moyens dont dispose l'homme pour satisfaire les besoins d'une civilisation et faisant ressortir dans une ou plusieurs branches de l'activité humaine les progrès réalisés ou les perspectives d'avenir.

2. L'exposition est internationale lorsque plus d'un Etat y participe.

3. Les participants à une exposition internationale sont, d'une part, les exposants des Etats officiellement représentés groupés en sections nationales, d'autre part, les organisations internationales ou les exposants ressortissants d'Etats non officiellement représentés et enfin ceux qui sont autorisés, selon les règlements de l'exposition, à poursuivre une autre activité, en particulier les concessionnaires.

ARTICLE 2.

La présente Convention s'applique à toutes les expositions internationales, à l'exception des :

- a) Expositions d'une durée de moins de trois semaines;
- b) Expositions des Beaux-Arts;
- c) Expositions essentiellement commerciales.

ARTICLE 3.

1. Nonobstant le titre qui pourrait être donné à une exposition par ses organisateurs, la présente Convention distingue les expositions universelles et les expositions spécialisées.

2. Une exposition est universelle lorsqu'elle fait l'inventaire des moyens utilisés et des progrès réalisés ou à réaliser dans plusieurs des branches de l'activité humaine, telles qu'elles résultent de la classification prévue à l'article 30, paragraphe 2 (a), de la présente Convention.

3. Elle est spécialisée quand elle est consacrée à une seule branche de l'activité humaine, telle que cette branche se trouve définie dans sa classification.

TITRE II

Durée et fréquence des expositions

ARTICLE 4.

1. La durée d'une exposition ne doit pas dépasser six mois.

2. Les dates d'ouverture et de clôture d'une exposition sont fixées au moment de son enregistrement et ne peuvent être modifiées qu'en cas de force majeure et avec l'accord du Bureau International des Expositions (ci-après dénommé Bureau) et visé au Titre V de la présente Convention. Toutefois la durée totale de l'exposition ne doit pas dépasser six mois.

ARTICLE 5.

1. La fréquence des expositions visées par la présente Convention est réglementée de la façon suivante :

- a) Dans un même Etat, un intervalle minimum de vingt ans doit séparer deux expositions universelles; un intervalle minimum de cinq ans doit séparer une exposition universelle et une exposition spécialisée;
- b) Dans des Etats différents, un intervalle minimum de dix ans doit séparer deux expositions universelles;
- c) Dans un même Etat un intervalle minimum de dix ans doit séparer des expositions spécialisées de même nature; un intervalle minimum de cinq ans doit séparer deux expositions spécialisées de nature différente;
- d) Dans des Etats différents un intervalle minimum de cinq ans doit séparer deux expositions spécialisées de même nature; un intervalle minimum de deux ans doit séparer deux expositions spécialisées de nature différente.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, le Bureau peut exceptionnellement et dans les conditions prévues à l'article 28 (3) *f*, réduire les intervalles ci-dessus, d'une part, au bénéfice des expositions spécialisées, d'autre part et dans la limite de sept ans, au bénéfice des expositions universelles organisées dans des Etats différents.

3. Les intervalles qui doivent séparer les expositions enregistrées ont pour point de départ la date d'ouverture desdites expositions.

TITRE III

Enregistrement

ARTICLE 6.

1. Le Gouvernement d'une Partie contractante sur le territoire de laquelle une exposition est projetée (ci-après dénommé Gouvernement invitant) doit adresser au Bureau une demande pour obtenir son enregistrement en indiquant les mesures législatives, réglementaires ou financières qu'il prévoit à l'occasion de cette exposition. Le Gouvernement d'un Etat non contractant désireux d'obtenir l'enregistrement d'une exposition peut, de la même manière, adresser

une demande au Bureau, à condition de s'engager à respecter pour cette exposition les dispositions des Titres I, II, III et IV de cette Convention et les règlements édictés pour leur application.

2. La demande d'enregistrement doit être faite par le Gouvernement chargé des relations internationales se rapportant au lieu où l'exposition est projetée (ci-après dénommé le Gouvernement invitant), même dans le cas où ce Gouvernement n'est pas l'organisateur de l'exposition.

3. Le Bureau détermine par ses règlements obligatoires le délai maximum pour retenir la date d'une exposition et le délai minimum pour le dépôt de la demande d'enregistrement; il précise les documents qui doivent accompagner une telle demande. Il fixe également, par règlement obligatoire, le montant des contributions exigées pour frais d'examen de la demande.

4. L'enregistrement n'est accordé que si l'exposition remplit les conditions fixées par la présente Convention et les règlements établis par le Bureau.

ARTICLE 7.

1. Lorsque deux Etats ou plus sont en concurrence entre eux pour l'enregistrement d'une exposition et ne parviennent pas à s'accorder, ils saisissent l'assemblée générale du Bureau qui décide en tenant compte des considérations invoquées, et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, du temps écoulé depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les Etats concurrents.

2. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le Bureau donne la préférence à une exposition projetée sur le territoire d'une Partie contractante.

ARTICLE 8.

Sauf dans le cas prévu à l'article 4, paragraphe 2, l'Etat qui a obtenu l'enregistrement d'une exposition perd les droits attachés à cet enregistrement s'il modifie la date à laquelle il avait déclaré qu'elle se tiendrait. S'il entend qu'elle soit organisée à une autre date, il doit introduire une nouvelle demande et se soumettre, s'il y a lieu, à la procédure fixée à l'article 7 qu'impliquent les compétitions éventuelles.

ARTICLE 9.

1. Pour toute exposition qui n'a pas été enregistrée, les Parties contractantes refusent leur participation et leur patronage ainsi que toute subvention.

2. Les Parties contractantes restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition enregistrée.

3. Chaque Partie contractante usera de tous les moyens qui, d'après sa législation, lui paraîtront les plus opportuns pour agir contre les promoteurs d'expositions fictives ou d'expositions auxquelles les participants seraient frauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

TITRE IV

Obligations des organisateurs des expositions enregistrées et des Etats participants.

ARTICLE 10.

1. Le Gouvernement invitant doit veiller au respect des dispositions de la présente Convention et des règlements édictés pour son application.

2. Si ce Gouvernement n'organise pas lui-même l'exposition, la personne morale qui l'organise doit être officiellement reconnue à cet effet par le Gouvernement, lequel garantit l'exécution des obligations de cette personne morale.

ARTICLE 11.

1. Toutes les invitations à participer à une exposition, qu'elles soient adressées à des Parties contractantes ou à des Etats non membres, doivent être acheminées par voie diplomatique par le seul Gouvernement de l'Etat invitant au seul Gouvernement de l'Etat invité, pour lui-même et les autres personnes physiques ou morales qui relèvent de son autorité. Les réponses doivent parvenir par la même voie au Gouvernement invitant, de même que les désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non invitées. Les invitations doivent tenir compte des délais prescrits par le bureau. Les invitations aux organisations de caractère international leur sont adressées directement.

2. Aucune Partie contractante ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si les invitations ci-dessus n'ont pas été adressées conformément aux dispositions de cette Convention.

3. Les Parties contractantes s'engagent à n'adresser ni n'accepter aucune invitation à participer à une exposition, quelle doive avoir lieu sur le territoire d'une Partie contractante ou sur celui d'un Etat non membre, si cette invitation ne fait pas mention de l'enregistrement accordé conformément aux dispositions de la présente Convention.

4. Toute Partie contractante peut requérir les organisateurs de s'abstenir de lui adresser des invitations autres que celle qui lui est destinée. Elle peut aussi s'abstenir de transmettre des invitations ou des désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non invitées.

ARTICLE 12

Le Gouvernement invitant doit nommer un commissaire général de l'exposition chargé de le représenter à toutes fins de la présente Convention et en tout ce qui concerne l'exposition.

ARTICLE 13.

Le Gouvernement de tout Etat qui participe à une exposition doit nommer un commissaire général de section pour le représenter auprès du Gouvernement invitant. Le commissaire général de section est seul chargé de l'organisation

de sa présentation nationale. Il informe le commissaire général de l'exposition de la composition de cette présentation et veille au respect des droits et obligations des exposants.

ARTICLE 14.

1. Au cas où les expositions universelles comportent des pavillons nationaux, tous les Gouvernements participants construisent leurs pavillons à leurs propres frais. Néanmoins, avec l'approbation préalable du bureau, les organisateurs des expositions universelles peuvent, par dérogation, construire des emplacements destinés à être loués aux Gouvernements qui ne sont pas en mesure de construire des pavillons nationaux.

2. Dans les expositions spécialisées, la construction des bâtiments incombe aux organisateurs.

ARTICLE 15.

Dans une exposition universelle il ne peut être perçu, ni par le Gouvernement invitant, ni par les autorités locales, ni par les organisateurs de l'exposition, de loyer ou de redevance forfaitaire pour les emplacements attribués aux Gouvernements participants (à l'exception d'un loyer pour les emplacements construits au titre de la dérogation prévue à l'article 14, 1.). Dans le cas où une taxe immobilière serait exigible, d'après la législation en vigueur dans l'Etat invitant, elle demeurerait à la charge des organisateurs. Seuls les services effectivement rendus en application des règlements approuvés par le bureau peuvent faire l'objet d'une rétribution.

ARTICLE 16.

Le régime douanier des expositions est fixé par l'annexe à la présente Convention, dont ladite annexe fait partie intégrante.

ARTICLE 17.

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l'autorité de commissaires généraux nommés conformément à l'article 13 par les Gouvernements des Etats participants. Une section nationale comprend tous les exposants de l'Etat considéré, mais non les concessionnaires.

ARTICLE 18.

1. Dans une exposition, il ne peut être fait usage pour désigner un participant ou un groupe de participants d'une appellation géographique se rapportant à une Partie contractante qu'avec l'autorisation du commissaire général de section représentant le Gouvernement de ladite Partie.

2. Si une Partie contractante ne participe pas à une exposition, le commissaire général de cette exposition veille, en ce qui concerne cette Partie contractante, au respect de la protection prévue au paragraphe précédent.

ARTICLE 19.

1. Les productions présentées dans la section nationale d'un Etat participant doivent être en relation étroite avec cet Etat (par exemple objets originaires de son territoire ou productions créées par ses ressortissants).

2. Peuvent toutefois y figurer, avec l'autorisation des commissaires généraux des autres Etats en cause, d'autres objets ou productions, à condition qu'ils ne servent qu'à compléter la présentation.

3. En cas de contestation entre Etats participants dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, un arbitrage est rendu par le collège des commissaires généraux de section statuant à la majorité des commissaires présents. La décision est définitive.

ARTICLE 20.

1. A moins de dispositions contraires dans la législation en vigueur dans l'Etat invitant, il ne doit être concédé aucun monopole de quelque nature qu'il soit, sauf, en ce qui concerne les services communs, autorisation du bureau accordée au moment de l'enregistrement. Dans ce cas les organisateurs sont tenus aux obligations suivantes :

- a) Indiquer l'existence de ce ou ces monopoles dans le règlement général de l'exposition et dans le contrat de participation;
- b) Assurer aux participants l'usage des services monopolisés aux conditions habituellement appliquées dans l'Etat;
- c) Ne limiter en aucun cas les pouvoirs des commissaires généraux dans leurs sections respectives.

2. Le commissaire général de l'exposition prend toute mesure pour que les tarifs demandés aux Etats participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés aux organisateurs de l'exposition et, en tout cas, que les tarifs normaux de la localité.

ARTICLE 21.

Le commissaire général de l'exposition prend toutes les mesures possibles pour assurer le fonctionnement efficace des services d'utilité publique à l'intérieur de l'exposition.

ARTICLE 22.

Le Gouvernement invitant s'efforce de faciliter l'organisation de la participation des Etats et de leurs ressortissants, notamment en matière de tarifs de transport et de conditions d'admission des personnes et des objets.

ARTICLE 23.

1. Le règlement général d'une exposition doit indiquer si, indépendamment des certificats de participation qui peuvent être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux participants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certaines catégories.

2. Avant l'ouverture de l'exposition tout participant peut déclarer vouloir rester en dehors de l'attribution des récompenses.

ARTICLE 24.

Le Bureau International des Expositions, visé au titre suivant, peut établir des règlements fixant les conditions générales de composition et de fonctionnement des jurys et déterminant le mode d'attribution des récompenses.

TITRE V

Dispositions institutionnelles

ARTICLE 25.

1. Il est institué une organisation internationale dénommée Bureau International des Expositions, chargé de veiller et pourvoir à l'application de la présente Convention. Ses membres sont les gouvernements des Parties contractantes. Le siège du Bureau est à Paris.

2. Le Bureau possède la personnalité juridique, et notamment la capacité de conclure des contrats, d'acquérir et de vendre des biens meubles et immeubles, ainsi que d'ester en justice.

3. Le Bureau a la capacité de conclure des accords, notamment en matière de privilèges et immunités avec des Etats et organisations internationales pour l'exercice des attributions qui lui sont confiées par la présente Convention.

4. Le Bureau comprend une assemblée générale, un président, une commission exécutive, des commissions spécialisées, autant de vice-présidents que de commissions et un secrétariat placé sous l'autorité d'un secrétaire général.

ARTICLE 26.

L'assemblée générale du bureau est composée des délégués désignés par les gouvernements des Parties contractants à raison d'un à trois délégués pour chacune d'elles.

ARTICLE 27.

L'assemblée générale tient des sessions régulières et peut également tenir des sessions extraordinaires. Elle statue sur toutes les questions pour lesquelles la présente Convention attribue compétence au bureau dont elle est la plus haute autorité, et notamment;

- a) Discute, adopte et publie les règlements relatifs à l'enregistrement la classification et l'organisation des expositions internationales et au fonctionnement du bureau.

Dans les limites des dispositions de la présente Convention, elle peut établir des règlements obligatoires. Elle peut aussi établir des règlements types qui serviront de guides pour l'organisation des expositions;

- b) Arrête le budget, contrôle et approuve les comptes du bureau;
- c) Approuve les rapports du secrétaire général;
- d) Crée les commissions qu'elle juge utiles, désigne les membres de la commission exécutive et des autres commissions et fixe la durée de leur mandat;
- e) Approuve tout projet d'accord international visé à l'article 25 (3) de la présente Convention;
- f) Adopte les projets d'amendements visés à l'article 33;
- g) Désigne le secrétaire général.

ARTICLE 28.

1. Le gouvernement de chaque Partie contractante, quel que soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein de l'assemblée générale. Toutefois, son droit de vote est suspendu si la totalité des cotisations dues par lui, en application de l'article 32 ci-après, excède le total de ses cotisations se rapportant à l'année en cours et à l'année précédente.

2. L'assemblée générale peut valablement délibérer lorsque le nombre des délégations présentes en séance et ayant droit de vote est au moins des deux tiers de celui des Parties contractantes ayant droit de vote. Si ce quorum n'est pas atteint, elle est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, à échéance d'au moins un mois. Dans ce cas, le quorum requis est abaissé à la moitié du nombre des Parties contractantes disposant du droit de vote.

3. Les votes sont acquis à la majorité des délégations présentes qui expriment leur vote pour ou contre. Toutefois, dans les cas suivants la majorité des deux tiers est requise:

- a) Adoption des projets d'amendements à la présente Convention;
- b) Etablissement et modification des règlements;
- c) Adoption du budget et approbation du montant des cotisations annuelles des Parties contractantes;
- d) Autorisation de modifier les dates d'ouverture et de clôture d'une exposition dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus;
- e) Enregistrement d'une exposition sur le territoire d'un Etat non membre en cas de concurrence avec une exposition sur le territoire d'une Partie contractante;
- f) Réduction des intervalles prévus à l'article 5 de la présente Convention;
- g) Acceptation des réserves à un amendement présentées par une Partie contractante; ledit amendement devant être, en application de l'article 33, adopté à la majorité des quatre cinquièmes ou à l'unanimité selon le cas;
- h) Approbation de tout projet d'accord international;
- i) Nomination du secrétaire général.

ARTICLE 29.

1. Le président est élu par l'assemblée générale au scrutin secret pour une période de deux ans parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes, mais il ne représente plus l'Etat dont il est ressortissant pendant la durée de son mandat. Il est rééligible.

2. Le président convoque et dirige les réunions de l'assemblée générale et veille au bon fonctionnement du bureau. En son absence, ses fonctions sont exercées par le vice-président chargé de la commission exécutive ou, à défaut, par un des autres vice-présidents, dans l'ordre de leur élection.

3. Les vice-présidents sont élus parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes, par l'assemblée générale qui détermine la nature et la durée de leur mandat et désigne notamment la commission dont ils ont la charge.

ARTICLE 30.

1. La commission exécutive se compose de délégués des gouvernements de douze Parties contractantes à raison d'un pour chacun d'entre eux.

2. La commission exécutive :

- a) Etablit et tient à jour une classification des activités humaines susceptibles de figurer dans une exposition ;
- b) Examine toute demande d'enregistrement d'une exposition et la soumet, avec son avis, à l'approbation de l'assemblée générale ;
- c) Remplit les tâches qui lui sont confiées par l'assemblée générale ;
- d) Peut demander l'avis des autres commissions.

ARTICLE 31.

1. Le secrétaire général, nommé suivant les dispositions de l'article 28 de la présente Convention, doit être un ressortissant d'une des Parties contractantes.

2. Le secrétaire général est chargé de gérer les affaires courantes du bureau suivant les instructions de l'assemblée générale et de la commission exécutive. Il élabore le projet de budget, présente les comptes et soumet à l'assemblée générale des rapports relatifs à ses activités. Il représente le bureau, notamment en justice.

3. L'assemblée générale détermine les autres attributions et les obligations du secrétaire général ainsi que son statut.

ARTICLE 32.

Le budget annuel du bureau est fixé par l'assemblée générale dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 28. Il tient compte des réserves financières du bureau, des recettes de toute sorte, ainsi que des soldes débiteurs et créditeurs reportés des exercices précédents. Les dépenses du bureau sont couvertes par ces sources et par les cotisations des Parties contractantes selon le nombre de parts leur incombant en application des décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE 33.

1. Toute Partie contractante peut proposer un projet d'amendement à la présente Convention. Le texte dudit projet et les raisons qui l'ont motivé sont adressés au secrétaire général qui les communique dans le plus bref délai aux autres Parties contractantes.

2. Le projet d'amendement proposé est inscrit à l'ordre du jour de la session ordinaire ou d'une session extraordinaire de l'assemblée générale qui se tient au moins trois mois après la date de son envoi par le secrétaire général.

3. Tout projet d'amendement adopté par l'assemblée générale dans les conditions prévues au paragraphe précédent et à l'article 28 est soumis par le Gouvernement de la République française à l'acceptation de toutes les Parties contractantes. Il entre en vigueur à l'égard de toutes ces Parties à la date à laquelle les quatre cinquièmes d'entre elles ont notifié leur acceptation au Gouvernement de la République française. Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, tout projet d'amendement au présent paragraphe, à l'article 16 relatif au régime douanier, ou à l'annexe prévue audit article n'entre en vigueur qu'à la date à laquelle toutes les Parties contractantes ont notifié leur acceptation au Gouvernement de la République française.

4. Toute Partie contractante qui souhaite assortir d'une réserve son acceptation d'un amendement fait part au bureau des termes de la réserve envisagée. L'assemblée générale statue sur l'admissibilité de ladite réserve. L'assemblée générale doit faire droit aux réserves qui tendraient à sauvegarder des situations acquises en matière d'expositions et rejeter celles qui auraient pour effet de créer des situations privilégiées. Si la réserve est acceptée, la Partie qui l'avait présentée figure parmi celles qui sont comptées comme ayant accepté l'amendement pour le calcul de la majorité des quatre cinquièmes susmentionnés. Si elle est rejetée, la Partie qui l'avait présentée opte entre le refus de l'amendement ou son acceptation sans réserve.

5. Lorsque l'amendement entre en vigueur dans les conditions prévues au troisième paragraphe du présent article, toute Partie contractante ayant refusé de l'accepter peut, si elle le juge bon, se prévaloir des dispositions de l'article 37 ci-après.

ARTICLE 34.

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'application ou l'interprétation de la présente Convention qui ne peut être réglé par les autorités investies de pouvoirs de décision, en application de la présente Convention, fera l'objet de négociations entre les Parties en litige.

2. Si ces négociations n'aboutissent pas à un accord à bref délai, une des Parties saisit le président du bureau et lui demande de désigner un conciliateur. Si alors le conciliateur ne peut obtenir l'accord des Parties en litige sur une solution, il constate et délimite dans son rapport au président la nature et l'étendue du litige.

3. Lorsqu'un désaccord est ainsi constaté, le différend fait l'objet d'un arbitrage. A cette fin une des Parties saisit, dans un délai de deux mois à compter de la communication du rapport aux Parties en litige, le secrétaire

général du bureau d'une requête d'arbitrage en mentionnant l'arbitre choisi par elle. L'autre ou les autres Parties au différend doivent désigner, chacune, dans un délai de deux mois, leur arbitre respectif. A défaut, une des Parties saisit le président de la Cour internationale de Justice en lui demandant de désigner le ou les arbitres.

Lorsque plusieurs Parties font cause commune, elles ne comptent pour l'application des dispositions du paragraphe qui précède que pour une seule. En cas de doute, le secrétaire général décide.

Les arbitres désignent à leur tour un surarbitre. Si les arbitres ne peuvent s'accorder sur ce choix dans un délai de deux mois, le président de la Cour internationale de Justice, saisi par une des Parties, y pourvoit.

4. Le collège arbitral rend son arbitrage à la majorité de ses membres, la voix du surarbitre étant prépondérante en cas de partage égal des voix. Cet arbitrage s'impose à toutes les Parties en litige, définitivement et sans recours.

5. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhèrera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 3 et 4 qui précèdent. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par lesdites dispositions envers tout Etat qui aura formulé une telle réserve.

6. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent, pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement dépositaire.

ARTICLE 35.

La présente Convention est ouverte à l'adhésion, d'une part, de tout Etat, soit membre de l'Organisation des Nations Unies, soit non membre de l'O.N.U. qui est Partie au statut de la Cour internationale de Justice, ou membre d'une institution spécialisée des Nations Unies, ou membre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et, d'autre part, de tout autre Etat dont la demande d'adhésion est approuvée par la majorité des deux tiers des Parties contractantes ayant droit de vote à l'assemblée générale du bureau. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République française et prennent effet à la date de leur dépôt.

ARTICLE 36.

Le Gouvernement de la République française notifie aux Gouvernements des Etats Parties à la présente Convention ainsi qu'au Bureau International des Expositions:

- a) L'entrée en vigueur des amendements, conformément à l'article 33;
- b) Les adhésions, conformément à l'article 35;
- c) Les dénonciations, conformément à l'article 37;
- d) Les réserves émises en application de l'article 34, paragraphe 5;
- e) L'expiration éventuelle de la Convention.

ARTICLE 37.

Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention en le notifiant par écrit au Gouvernement de la République française.

2. Cette dénonciation prend effet un an après la date de réception de cette notification.

3. La présente Convention vient à expiration si, par suite de dénonciations le nombre des Parties contractantes est réduit à moins de sept.

Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Parties contractantes au sujet de la dissolution du bureau, le secrétaire général sera chargé des questions de liquidation. L'actif sera réparti entre les Parties contractantes au prorata des cotisations versées depuis qu'elles sont Parties à la présente Convention. S'il existe un passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Parties au prorata des cotisations fixées pour l'exercice financier en cours.

Fait à Paris, le 30 novembre 1972.

[For signatures see page 39]

ANNEXE

A LA CONVENTION SIGNÉE A PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928 CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES, MODIFIÉE ET COMPLÉTÉE PAR LES PROTOCOLES DU 10 MAI 1948, DU 16 NOVEMBRE 1966 ET DU 30 NOVEMBRE 1972

Régime douanier pour l'importation des articles par les participants aux Expositions internationales.

ARTICLE 1^{er}.

Définitions

Pour l'application de la présente annexe on entend par :

- a) " Droits à l'importation ", les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.
- b) " Admission temporaire ", l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation.

ARTICLE 2

Bénéficient de l'admission temporaire :

- a) Les marchandises destinées à être exposées ou à faire l'objet d'une démonstration à l'exposition
- b) Les marchandises destinées à être utilisées pour les présentations à l'exposition de produits étrangers, telles que :
 - i) Les marchandises nécessaires pour la démonstration des machines ou appareils étrangers exposés ;
 - ii) Les matériaux de construction, même à l'état brut, le matériel de décoration et d'ameublement, et l'équipement électrique pour les pavillons et stands étrangers de l'exposition, ainsi que pour les locaux affectés au Commissaire Général de Section d'un pays étranger participant ;
 - iii) Les outils, le matériel utilisés pour la construction et les moyens de transports, nécessaires aux travaux de l'exposition ;
 - iv) Le matériel publicitaire ou de démonstration destiné manifestement à être utilisé à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l'exposition, tel que les enregistrements sonores, films et diapositives, ainsi que l'appareillage nécessaire à leur utilisation.
- c) Le matériel, y compris les installations d'interprétariat, les appareils d'enregistrement du son et les films à caractère éducatif, scientifique ou culturel, destiné à être utilisé à l'occasion de l'exposition.

ARTICLE 3.

Les facilités visées à l'article 2 de cette Annexe sont accordées à condition que:

- a) Les marchandises puissent être identifiées lors de leur réexportation;
- b) Le Commissaire Général de Section du pays participant garantisse sans dépôt de fonds le paiement des droits à l'importation frappant les marchandises qui ne seraient pas réexportées après la clôture de l'exposition dans les délais fixés; d'autres garanties prévues par la législation du pays invitant peuvent être admises à la demande des exposants (par exemple carnet A. T. A. institué par la Convention du Conseil de Coopération douanière du 6 décembre 1961);
- c) Les autorités douanières du pays d'importation temporaire estiment que les conditions imposées par cette annexe soient remplies.

ARTICLE 4.

Aussi longtemps qu'elles bénéficient des facilités prévues par la présente Annexe et sauf si les lois et règlements du pays d'importation temporaire le permettent, les marchandises placées en admission temporaire ne peuvent pas être prêtées, louées ou utilisées moyennant rétribution ni transportées hors du lieu de l'exposition. Elle doivent être réexportées dans les plus brefs délais et au plus tard trois mois après la clôture de l'exposition. Les autorités douanières peuvent pour des raisons valables prolonger cette période dans les limites prescrites par les lois et règlements du pays d'importation temporaire.

ARTICLE 5.

- a) Nonobstant l'obligation de réexportation prévue à l'article 4, la réexportation des marchandises périssables ou gravement endommagées ou de faible valeur n'est pas exigée, pourvu qu'elles soient, selon la décision des autorités douanières:
 - i) Soumises aux droits à l'importation dus en l'espèce ou
 - ii) Abandonnées, libres de tous frais, au Trésor public du pays d'importation temporaire ou
 - iii) Détruites, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

Toutefois l'obligation de réexportation ne s'applique pas aux marchandises de toute nature dont la destruction requise par le Commissaire Général de Section concerné est effectuée sous contrôle officiel et sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

- b) Les marchandises placées en admission temporaire peuvent recevoir une destination autre que la réexportation, et notamment être mises à la consommation intérieure, sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités qui seraient appliquées en vertu des lois et règlements du pays d'importation temporaire si elles étaient importées directement de l'étranger.

ARTICLE 6.

Les produits accessoirement obtenus au cours de l'exposition, à partir de marchandises importées temporairement, à l'occasion de la démonstration de machines ou d'appareils exposés, sont soumis aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente Annexe, de la même façon que s'ils avaient été placés en admission temporaire, sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-après.

ARTICLE 7.

Les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée dans les cas suivants, pourvu que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables, de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de l'exposition, au nombre des visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant :

- a) Petits échantillons (autres que boissons alcooliques, tabac et combustibles) représentatifs des marchandises étrangères exposées à l'exposition, y compris les échantillons de produits alimentaires et de boissons, importés comme tels ou obtenus à l'exposition à partir de marchandises importées en vrac, pourvu :
 - i) Qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public à l'exposition pour être utilisés ou consommés par les personnes à qui ils auront été distribués;
 - ii) Que ces produits soient identifiables comme étant des échantillons à caractère publicitaire ne présentant qu'une faible valeur unitaire;
 - iii) Qu'ils ne se prêtent pas à la commercialisation et qu'ils soient, le cas échéant, conditionnés en quantités nettement plus petites que celles contenues dans le plus petit emballage vendu au détail;
 - iv) Que les échantillons de produits alimentaires et de boissons qui ne sont pas distribués dans les emballages, conformément à l'alinéa iii ci-dessus, soient consommés à l'exposition.
- b) Echantillons importés qui sont utilisés ou consommés par les membres des jurys de l'exposition pour apprécier et juger les objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du Commissaire Général de Section, mentionnant la nature et la quantité des objets consommés au cours de telle appréciation et tel jugement.
- c) Marchandises importées uniquement en vue de leur démonstration, ou pour la démonstration de machines et appareils étrangers présentés à l'exposition, et qui sont consommées ou détruites au cours de ces démonstrations.
- d) Imprimés, catalogues, prospectus, prix courants, affiches, calendriers (illustrés ou non) et photographies non encadrées, destinés manifestement à être utilisés à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l'exposition pourvu qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public sur le lieu de l'exposition.

ARTICLE 8.

Les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée dans les cas suivants :

- a) Produits qui sont importés et utilisés pour la construction, l'aménagement, la décoration, l'animation et l'environnement des présentations étrangères à l'exposition (peintures, vernis, papiers de tenture, liquides vaporisés, articles pour feux d'artifice, graines ou plants, etc.) détruits du fait de leur utilisation;
- b) Catalogues, brochures, affiches et autres imprimés officiels, illustrés ou non, qui sont publiés par les pays participant à l'exposition;
- c) Plans, dessins, dossiers, archives, formules et autres documents destinés à être utilisés comme tels à l'exposition.

ARTICLE 9.

- a) A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement des marchandises qui vont être ou qui ont été présentées ou utilisées à une exposition sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux de cette exposition;
- b) Chaque Partie contractante s'efforcera, dans tous les cas où elle l'estimera utile, compte tenu de l'importance de l'exposition, d'ouvrir pour une durée raisonnable un bureau de douane sur les lieux de l'exposition organisée sur son territoire;
- c) La réexportation de marchandises placées en admission temporaire peut s'effectuer en une ou en plusieurs fois et par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation, sauf si l'importateur s'engage, afin de bénéficier d'une procédure simplifiée, à réexporter les marchandises par le bureau d'importation.

ARTICLE 10.

Les dispositions qui précèdent ne mettent pas obstacle à l'application :

- a) De facilités plus grandes que certaines Parties contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux;
- b) Des règlements nationaux ou conventionnels non douaniers concernant l'organisation de l'exposition;
- c) Des prohibitions et restrictions résultant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre public, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rapportant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d'auteur et de reproduction.

ARTICLE 11.

Pour l'application de la présente Annexe les territoires des pays contractants qui forment une Union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

[TRANSLATION]

**PROTOCOL
TO AMEND THE CONVENTION SIGNED AT PARIS ON
22 NOVEMBER, 1928 RELATING TO INTERNATIONAL
EXHIBITIONS**

The Parties to the present Convention:

Considering that the rules and procedures established by the Convention relating to International Exhibitions, signed at Paris on the 22nd of November, 1928⁽¹⁾, amended and supplemented by the Protocols of the 10th of May, 1948⁽²⁾ and the 16th of November, 1966⁽³⁾ have proved useful and necessary to the organisers of exhibitions as well as to participating countries:

Desirous of adapting to modern conditions the said rules and procedures, together with those relating to the organisation responsible for ensuring their application and of consolidating these and other provisions in a single instrument which will replace the 1928 Convention;

Have agreed as follows:

ARTICLE I

The objects of the present Protocol are:

- (a) to amend the rules and procedures concerning international exhibitions;
- (b) to amend the provisions regarding the operations of the International Exhibitions Bureau.

Amendment of the Convention

ARTICLE II

The 1928 Convention is further amended by the present Protocol in accordance with the aims expressed in Article I. The text of the Convention as so amended is set out in the Appendix to the present Protocol of which it forms an integral part.

ARTICLE III

(1) The present Protocol shall remain open for signature by Governments Parties to the 1928 Convention at Paris from 30th November 1972 until 30th November 1973 and thereafter shall remain open for accession by them.

(2) Governments Parties to the 1928 Convention may become Parties to the present Protocol by:

- (a) signature without reservation as to ratification, acceptance or approval;
- (b) signature subject to ratification, acceptance or approval followed by ratification, acceptance or approval, or
- (c) accession.

⁽¹⁾ Treaty Series No. 9 (1931), Cmd. 3776.

⁽²⁾ Treaty Series No. 57 (1951), Cmd. 8311.

⁽³⁾ Treaty Series No. 14 (1968), Cmnd. 3557.

(3) Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Government of the French Republic.

ARTICLE IV

The present Protocol shall enter into force on the date on which twenty-nine States shall have become parties to it in accordance with the provisions of Article III⁽⁴⁾.

ARTICLE V

The provisions of the present Protocol shall not apply to the registration of an exhibition for which a date has been reserved by the International Exhibitions Bureau not later than the meeting of the Administrative Council which immediately preceded the entry into force of the present Protocol in accordance with Article IV above.

ARTICLE VI

The Government of the French Republic shall inform the Governments of the Contracting Parties and also the International Exhibitions Bureau of:

- (a) signatures made and ratifications, approvals, acceptances and accessions deposited in accordance with Article III;
- (b) the date on which the present Protocol enters into force in accordance with Article IV.

ARTICLE VII

As soon as the present Protocol enters into force, the Government of the French Republic shall cause it to be registered with the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto have signed the present Protocol.

Done at Paris this 30th day of November 1972, in the French language in a single copy which shall be deposited with the Government of the French Republic. The French Government shall transmit certified copies to the Governments of all the Parties to the 1928 Convention.

[For signatures see page 39]

(⁴) The Protocol entered into force on 9 June 1980.

APPENDIX
CONVENTION
RELATING TO INTERNATIONAL EXHIBITIONS SIGNED AT
PARIS ON 22 NOVEMBER 1928, AND SUPPLEMENTED BY THE
PROTOCOLS OF 10 MAY 1948, 16 NOVEMBER 1966 AND
30 NOVEMBER 1972

PART I

Definitions and Objectives

ARTICLE 1

(1) An exhibition is a display which, whatever its title, has as its principal purpose the education of the public: it may exhibit the means at man's disposal for meeting the needs of civilisation, or demonstrate the progress achieved in one or more branches of human endeavour, or show prospects for the future.

(2) An exhibition is international when more than one State is invited to take part in it.

(3) Participants in an international exhibition comprise on the one hand exhibitors of States which are officially represented grouped into national sections, on the other hand international organisations or exhibitors from countries which are not officially represented and lastly those who are authorised in accordance with the regulations of the exhibition to carry on some other activity, in particular those granted concessions.

ARTICLE 2

This Convention applies to all international exhibitions except:

- (a) Exhibitions lasting less than three weeks;
- (b) Fine Arts exhibitions;
- (c) Exhibitions of an essentially commercial nature.

ARTICLE 3

(1) Whatever title may be given to an exhibition by its organisers, this Convention recognises a distinction between universal exhibitions and specialised exhibitions.

(2) An exhibition is universal when it displays the methods used and the progress achieved, or to be achieved, in several branches of human endeavour as they are defined in the classification provided for in paragraph 2 (a) of Article 30 of this Convention.

(3) An exhibition is specialised when it is devoted to a single branch of human endeavour as defined in the classification.

PART II

Duration and Frequency of Exhibitions

ARTICLE 4

(1) The duration of an international exhibition shall not exceed six months.

(2) The dates of opening and closing an international exhibition shall be fixed at the time of registration and shall not be changed except in the case of *force majeure* and with the agreement of the International Exhibitions Bureau, hereinafter referred to as "the Bureau". In any case the total effective duration shall not exceed six months.

ARTICLE 5

(1) The frequency of exhibitions coming within the scope of this Convention shall be regulated in the following manner:

(a) an interval of at least twenty years shall elapse between two universal exhibitions in the same country; an interval of at least five years shall elapse between a universal exhibition and a specialised exhibition in the same country;

(b) in different countries an interval of at least ten years shall elapse between two universal exhibitions;

(c) an interval of at least ten years shall elapse between specialised exhibitions of the same kind in the same country; an interval of at least five years shall elapse between two specialised exhibitions of different kinds in the same country;

(d) in different countries an interval of at least five years shall elapse between two specialised exhibitions of the same kind; an interval of at least two years shall elapse between two specialised exhibitions of different kinds.

(2) Notwithstanding the provisions of paragraph (1) above, in exceptional cases and subject to the conditions envisaged in Article 28 (3) (f) below, the Bureau may reduce the intervals specified above in favour of specialised exhibitions and may reduce to not less than seven years the interval between universal exhibitions organised in different countries.

(3) Intervals between registered exhibitions shall run from the actual opening date of such exhibitions.

PART III

Registration

ARTICLE 6

(1) The Government of a Contracting Party in whose territory an exhibition coming within the scope of this Convention is planned (hereinafter referred to as "the inviting Government") shall send to the Bureau an application for registration indicating the laws, regulations or financial measures it proposes to make for the exhibition. The Government of a non-contracting State

wishing to obtain registration of an exhibition may apply to the Bureau in the same way provided that it undertakes to comply with the provisions of this Convention set out in Parts I, II, III and IV and the regulations made for their implementation.

(2) The application for registration shall be made by the Government responsible for the international relations of the place in which the exhibition is planned to be held (hereinafter referred to as "the inviting Government") even if this Government is not the organiser of the exhibition.

(3) The Bureau shall in its compulsory regulations determine the maximum period for which a date for an exhibition may be reserved and the minimum period for receipt of an application for registration; it shall also specify the documents which must accompany such an application. It shall also fix by compulsory regulation the amount of the contribution to be paid for the costs of examination of the application.

(4) Registration shall be granted only if the exhibition fulfils the conditions of this Convention and of the regulations laid down by the Bureau.

ARTICLE 7

(1) When two or more countries compete for the registration of an exhibition and cannot reach agreement they shall ask the General Assembly of the Bureau to arbitrate. In arriving at its decision the General Assembly shall take into account the considerations put forward and, in particular, any special reasons of an historical or ethical nature, the period which has elapsed since the last exhibition, and the number of displays already organised by the competing countries.

(2) Except in exceptional circumstances the Bureau shall give preference to an exhibition organised in the territory of a Contracting Party.

ARTICLE 8

A State which has been granted the registration of an exhibition shall lose all rights arising from the registration if it changes the date reserved for the exhibition except in the circumstances provided for in paragraph (2) of Article 4. If it wishes to organise the exhibition at another date the Government concerned shall make a fresh application and, if necessary, submit to the procedure laid down in Article 7 for resolving competing claims.

ARTICLE 9

(1) In the case of any exhibition which has not been registered, Contracting Parties shall refuse their participation and their patronage as well as any Government subsidy.

(2) Contracting Parties are quite free not to take part in an exhibition which has been registered.

(3) Each Contracting Government shall use whatever means it considers most appropriate under its own legislation to act against the organisers of false exhibitions or exhibitions to which participants might be fraudulently attracted by false promises, notices or advertisements.

PART IV

Obligations of Organisers of Registered Exhibitions and of Participating States

ARTICLE 10

(1) The inviting Government shall ensure that the provisions of this Convention and of the regulations made for its implementation are observed.

(2) If the said Government does not itself organise the exhibition it shall officially recognise the organisers for this purpose and it shall guarantee the fulfilment of the obligations of the organisers.

ARTICLE 11

(1) All invitations to participate in an exhibition, whether they are addressed to member States or to non-member States, shall be sent through diplomatic channels by the Government of the organising country to the Government of the country invited for that country and for the other parties in that country to be invited. The replies shall be forwarded to the inviting Government by the same channel, as well as any requests by non-invited parties to participate. The invitations shall observe the intervals prescribed by the Bureau and shall state that the exhibition in question has been registered. Invitations to international organisations shall be sent to them direct.

(2) No Contracting Party may organise or sponsor participation in an international exhibition if the above-mentioned invitations have not been sent in accordance with the provisions of this Convention.

(3) Contracting Parties undertake neither to address nor accept any invitation to participate in an exhibition, whether on the territory of a Contracting Party, or of a non-member State, in case where such invitation does not cite a registration approved according to the provisions of this Convention.

(4) Any Contracting Party may require the organisers not to send invitations to addressees in its territory other than itself. It may also refrain from forwarding invitations or requests to participate from parties who have not been invited.

ARTICLE 12

The inviting Government shall appoint a Commissioner-General of the Exhibition who shall be authorised to represent the Government for all purposes in connection with the Convention and in all matters concerning the exhibition.

ARTICLE 13

The Government of any country participating in an exhibition shall appoint a Section Commissioner-General to represent it with the inviting Government. The Section Commissioner-General shall have sole responsibility for the organisation of his country's exhibit. He shall inform the Commissioner-General of the Exhibition of the content of this exhibit and shall see that the rights and obligations of exhibitors are respected.

ARTICLE 14

(1) If universal exhibitions comprise national pavilions, the participating Governments shall construct their pavilions at their own expense. However, with the prior approval of the Bureau the organisers of universal exhibitions may, as an exception, construct premises to be rented to the Governments of countries which are unable to undertake the construction of national pavilions.

(2) At specialised exhibitions the cost of constructing pavilions shall be borne by the organisers.

ARTICLE 15

At a universal exhibition no rent or lump sum shall be charged by the host Government, or by the local authorities, or by the organisers of the exhibition for the sites allotted to the participating Governments (except for a rent for the premises constructed under the special provisions of paragraph (1) of Article 14). If a tax is chargeable on property under the legislation of the inviting State, the organisers shall be responsible for paying it. Only services actually rendered in accordance with the regulations approved by the Bureau shall qualify for reimbursement.

ARTICLE 16

The Customs regulations for international exhibitions shall be those set out in the Annex, which forms an integral part of this Convention.

ARTICLE 17

At an exhibition only the sections constituted under the authority of Commissioners-General appointed in accordance with Article 13 by the Governments of the participating countries shall be considered as national and consequently be entitled to bear this name. A national section comprises all the exhibitors of the country in question but not the concession-holders.

ARTICLE 18

(1) At an exhibition a participant or a group of participants may use a geographical title relating to a participating Party only with the authorisation of the Section Commissioner-General of the Government of the Party concerned.

(2) If a Contracting Party is not participating in an exhibition, the Commissioner-General of the Exhibition shall prohibit such usage as envisaged in the preceding paragraph, on behalf of the Contracting Party.

ARTICLE 19

(1) Anything exhibited in a national section must have a close connection with the country exhibiting it (for example, articles having their origin in the territory of the participating Government, or articles created by nationals of the country).

(2) With the authorisation of the Commissioners of other Governments concerned, other articles or products may be presented provided they serve only to complete the exhibit.

(3) In case of dispute between participating Governments concerning paragraphs (1) and (2) above, the matter shall be referred to the college of Section Commissioners-General who shall decide by a simple majority of those present. Their decision is final.

ARTICLE 20

(1) Unless there are provisions to the contrary in the laws of the organising country, no monopoly of any kind shall be granted at an exhibition. However, a monopoly for a common service may be authorised by the Bureau at the time of registration. In that case the following conditions shall be observed by the organisers:

- (a) the existence of such monopoly or monopolies shall be indicated in the regulations of the exhibition and in the participation contract;
- (b) the services subject to monopoly shall be made available to exhibitors under the conditions normally existing in the State;
- (c) the powers of the Commissioners-General in their respective sections shall not in any case be subjected to any limitation.

(2) The Commissioner-General of the Exhibition shall take all steps to ensure that the charges made to participating Governments are not higher than those made to the organisers of the exhibition or in any case than the normal local charges.

ARTICLE 21

The Commissioner-General of the Exhibition shall do everything in his power to ensure the proper and efficient functioning of the public utility services inside the exhibition area.

ARTICLE 22

The inviting Government shall make every effort to facilitate the participation of Governments and of their nationals especially as regards transport charges and conditions of admission of persons and things.

ARTICLE 23

(1) The general regulations of an exhibition shall state whether or not prizes are to be awarded to the participants irrespective of the certificates of participation which may always be granted. If prizes are to be given their allocation may be limited to certain categories.

(2) If participants do not wish to compete for prizes they shall make a declaration to this effect before the opening of the exhibition.

ARTICLE 24

The International Exhibitions Bureau as defined in the following Article, shall draw up regulations to determine the general conditions for the composition and functioning of juries and to decide how prizes shall be awarded.

PART V

Institutional Arrangements

ARTICLE 25

(1) The International Exhibitions Bureau was established to supervise and ensure the application of this Convention. Its members shall be the Governments of the Contracting Parties. The headquarters of the Bureau shall be in Paris.

(2) The Bureau shall have legal personality. In particular, it shall have the capacity to contract, acquire and dispose of movable and immovable property and to participate in legal proceedings.

(3) The Bureau shall be entitled to conclude with States and International Organisations agreements relating to such Privileges and Immunities as are necessary for the exercise of the functions entrusted to it by this Convention.

(4) The Bureau shall comprise a General Assembly, a President, an Executive Committee, specialist committees, as many Vice-Presidents as there are committees and a Secretariat under the authority of a Secretary-General.

ARTICLE 26

The General Assembly of the Bureau shall be composed of delegates appointed by the Contracting Parties on the scale of from one to three delegates per country.

ARTICLE 27

The General Assembly shall hold regular meetings and may also hold extraordinary meetings. It shall decide all questions which under this Convention come within the competence of the Bureau of which it is the highest authority. In particular the General Assembly shall:

- (a) discuss, adopt and publish regulations relating to the registration, classification and organisation of international exhibitions, and to the proper functioning of the Bureau. Within the limits of the provisions of this Convention the General Assembly may lay down compulsory regulations to be observed by the organisers of exhibitions who wish to enjoy the advantages of registration by the Bureau and also model regulations to serve as a guide to such organisers;
- (b) draw up the budget, check and approve the Bureau's accounts;
- (c) approve the annual reports of the Secretary-General;
- (d) establish committees as necessary, and appoint members of the Executive Committee and of the other committees;
- (e) approve any international agreements entered into in accordance with Article 25 (3) hereof;
- (f) adopt draft amendments in accordance with Article 33;
- (g) appoint the Secretary-General.

ARTICLE 28

(1) The Government of each Contracting Party, whatever the number of its delegates, shall have one vote in the General Assembly. This voting right shall be suspended if the sum of the subscriptions owed by a Contracting Government under Article 32 of this Convention exceeds the sum of the subscriptions due by it for the current year and the previous year.

(2) The General Assembly shall be qualified to exercise its functions when the number of member States represented is at least two-thirds of the number of member States entitled to vote. If this quorum is not reached, the General Assembly shall be convened again with the same agenda after an interval of at least a month. In that case the quorum required shall be reduced to half the number of Contracting Parties entitled to vote.

(3) Decisions shall be by simple majority of the delegations present and entitled to vote, except that a majority of two-thirds shall be required in the following cases:

- (a) the adoption of proposals for amendments to this Convention;
- (b) the drawing up and amendment of the regulations;
- (c) the adoption of the budget and approval of the amount of the annual subscriptions of the Contracting Parties;
- (d) the authorisation for a change of opening or closing dates of an exhibition in accordance with Article 4 above;
- (e) the registration of an exhibition in the territory of a non-member State which is in competition with an exhibition in the territory of a Contracting Party;
- (f) the reduction of the intervals stipulated in Article 5 of the present Convention;
- (g) the acceptance of reservations to an amendment presented by a Contracting Party; such amendment being adopted in accordance with Article 33, by a four-fifths majority, or unanimously as the case may be;
- (h) the approval of any draft international agreement;
- (i) the appointment of the Secretary-General.

ARTICLE 29

(1) The President shall be elected by secret ballot of the General Assembly for a period of two years from among the delegates of the Governments of the Contracting Parties. He may not represent the State to which he belongs during his period of office. He may be re-elected.

(2) The President shall call and conduct meetings of the General Assembly and ensure the proper functioning of the Bureau. In the President's absence his functions shall be exercised by the Vice-President in charge of the Executive Committee or, in the event of his incapacity, by one of the other Vice-Presidents in the order of their election.

(3) The Vice-Presidents shall be elected from among the delegates or the Contracting Parties by the General Assembly which shall determine the nature and duration of their office and in particular the Committees of which they shall be given charge.

ARTICLE 30

(1) The Executive Committee shall consist of delegates of twelve Contracting Parties, each nominating one representative.

(2) The Executive Committee:

- (a) shall establish and keep up-to-date a classification of human endeavour as it may be portrayed in an exhibition;
- (b) shall examine all applications for the registration of an exhibition and submit them with advice for the approval of the General Assembly;
- (c) shall discharge such tasks as are given to it by the General Assembly;
- (d) may seek the opinion of other Committees.

ARTICLE 31

(1) The Secretary-General, who shall be appointed in accordance with the provisions of Article 28 of this Convention, shall be a national of the country of one of the Contracting Parties.

(2) The Secretary-General shall be responsible for attending to the current business of the Bureau in accordance with the instructions of the General Assembly and of the Executive Committee. He shall draw up a draft budget, present accounts and submit reports on his activities to the General Assembly. He shall represent the Bureau, especially in legal matters.

(3) The General Assembly shall decide the other duties and responsibilities of the Secretary-General as well as his terms of service.

ARTICLE 32

The annual budget of the Bureau shall be adopted by the General Assembly in accordance with the provisions of paragraph (3) of Article 28. The budget shall take account of the financial reserves of the Bureau, of revenue of all kinds, and also of the debit and credit balances carried forward from previous financial years. The expenses of the Bureau shall be met from these sources and from the subscriptions of Contracting Parties calculated on the basis of the number of parts falling to each Party according to the decisions of the General Assembly.

ARTICLE 33

(1) Any Contracting Government may make a proposal for amendment of the Convention. The text of the said proposal and the reasons for it shall be communicated to the Secretary-General who shall transmit them as soon as possible to the other Contracting Governments.

(2) The proposal for amendment shall be included in the agenda of an ordinary session or of an extraordinary session of the General Assembly to be held at least three months after the date of its despatch by the Secretary-General.

(3) Every proposal for amendment adopted by the General Assembly in accordance with the provisions of the previous paragraph and of Article 28 shall be submitted by the Government of the French Republic for the acceptance of all the Governments Parties to this Convention. It shall come into force with regard to all Parties on the date on which four-fifths of them have notified their acceptance to the Government of the French Republic, except that a proposal for amendment of the present paragraph, of Article 16, or of the Annex referred to in that Article shall not come into force until all Parties have notified their acceptance to the Government of the French Republic.

(4) Any Government which wishes to enter a reservation to its acceptance of an amendment shall inform the Bureau of the terms of this proposed reservation. The General Assembly shall give a decision concerning the admissibility of this reservation. It shall allow reservations which are conducive to the protection of established positions with regard to international exhibitions and reject those which would have the effect of creating privileged positions. If the reservation is accepted, the Party which had submitted it shall be included among those which are counted as having accepted the amendments for the purpose of calculating the above-mentioned four-fifths majority. If it is rejected, the Government which had submitted it shall choose between refusal to accept the amendment and its acceptance without reservation.

(5) When the amendment comes into force, in the circumstances envisaged in the third paragraph of the present article, any Contracting Party which had refused to accept it may, if it sees fit, avail itself of the provisions of Article 37 below.

ARTICLE 34

(1) Any dispute between two or more Contracting Governments concerning the application or the interpretation of this Convention, which cannot be settled by the authorities invested with powers of decision in pursuance of the provisions of this Convention, shall form the subject of negotiations between the Parties in dispute.

(2) If these negotiations do not within a short space of time lead to an agreement, any Party shall refer the matter to the President of the Bureau and shall request him to nominate a conciliator. If the conciliator is unable to obtain the agreement of the Parties in dispute on a solution, he shall take note of and define the nature and the extent of the dispute in his report to the President.

(3) Once a lack of agreement is thus notified the dispute shall become the subject of arbitration. To this end any Party shall, within an interval of two months from the date on which the report was communicated to the Parties in dispute, refer to the Secretary-General of the Bureau a request for arbitration, naming the arbitrator chosen by that Party. The other Party or Parties to the dispute must each nominate, within an interval of two months, their respective

arbitrators. Failing this, any Party shall notify the President of the International Court of Justice, requesting him to nominate the arbitrator or arbitrators. When several Parties act in unison for purposes outlined in the preceding paragraph, they shall count as one entity. In case of doubt, the decision lies with the Secretary-General. The arbitrators shall in their turn nominate an additional arbitrator. If the arbitrators cannot agree on this choice within a space of two months, the President of the International Court of Justice having been notified by any one Party, shall be responsible for nominating the additional arbitrator.

(4) The arbitrating body shall give its decision by the majority of its members the additional arbitrator having the casting vote in the event of the arbitrators' votes being equally divided. This decision shall be binding on all the Parties in dispute, finally and without the right of appeal.

(5) Any State may, at the time of signing or ratifying this Convention, or acceding to it, declare itself not bound by the provisions of the above paragraphs 3 and 4. Other Contracting Parties will not be bound as regards those provisions towards any State which has so reserved its position.

(6) Any Contracting Party which has reserved its position in accordance with the provisions of the above paragraph, may at any time rescind its reservations by a notification to the depositary Government.

ARTICLE 35

This Convention shall be open for accession by any State which is a member of the United Nations, or any State which is not a member of the United Nations but which is a Party to the Statute of the International Court of Justice or any State which is a member of one of the specialised agencies of the United Nations or the International Atomic Energy Agency and also by any State whose application for accession is approved by a two-thirds majority of the Contracting Parties which have the right to vote in the General Assembly of the Bureau. Instruments of accession shall be deposited with the Government of the French Republic and shall become effective on the date they are so deposited.

ARTICLE 36

The Government of the French Republic shall inform signatory and acceding Governments and also the International Exhibitions Bureau of:

- (a) the entry into force of amendments in accordance with Article 33;
- (b) accessions in accordance with Article 35;
- (c) denunciations in accordance with Article 37;
- (d) reservations filed in accordance with Article 34 paragraph 5;
- (e) the termination of the Convention, should this arise.

ARTICLE 37

(1) Any Contracting Government may denounce this Convention by notifying the Government of the French Republic in writing.

(2) Such a denunciation shall take effect one year after the date of receipt of such notification.

(3) This Convention shall terminate if, as the result of denunciations, the number of Contracting Governments is reduced to less than seven. Subject to any agreement which may be concluded between the Contracting Governments concerning the dissolution of the Bureau, the Secretary-General shall be responsible for questions regarding liquidation. Unless the General Assembly decides otherwise, the assets shall be divided among the Contracting Governments in proportion to the subscriptions paid since they have been Parties of this Convention. If there are liabilities, these shall be taken over by the same Governments in proportion to the subscriptions fixed for the current financial year.

Done at Paris, the 30th of November, 1972.

ANNEX

TO THE CONVENTION DONE AT PARIS ON 22nd OF NOVEMBER 1928 RELATING TO INTERNATIONAL EXHIBITIONS, AS AMENDED AND SUPPLEMENTED BY THE PROTOCOLS OF THE 10th OF MAY 1948, THE 16th OF NOVEMBER 1966 AND THE 30th OF NOVEMBER 1972

Customs Regulations for the importation of articles by the participants in an International Exhibition

ARTICLE 1

Definitions

For the application of the present Annex the following interpretations shall apply:

- (a) "Import duties" means Customs duties and all other duties and taxes payable on or in connection with importation and shall include all excise duties and internal taxes chargeable on imported goods, but shall not include fees and charges, which are limited in amount to the approximate cost of the services rendered and do not represent an indirect protection to domestic products or a taxation of imports for fiscal purposes.
- (b) "Temporary admission" means temporary importation free of import duties, and free of import prohibitions and restrictions, subject to re-exportation.

ARTICLE 2

Temporary admission shall be granted to:

- (a) goods intended for display or demonstration at the exhibition;
- (b) goods intended for use in connection with the display of foreign exhibits at the exhibition, including:
 - (i) goods necessary for the purpose of demonstrating foreign machinery or apparatus to be displayed,
 - (ii) construction materials, even in the raw state, decoration material and furnishings, and electrical equipment for the foreign pavilions and stands at the exhibition as well as for the premises assigned to the Section Commissioner-General of a foreign participating country,
 - (iii) tools, equipment used in construction and means of transport necessary for the work of the exhibition,
 - (iv) advertising or demonstration material which is demonstrably publicity material for the foreign goods exhibited at the exhibition, for example sound recordings, films and film slides, as well as apparatus for necessary use therewith;
- (c) equipment including interpretation apparatus, sound reproducing apparatus and films of an educational, scientific or cultural character, intended to be used for the purposes of the exhibition.

ARTICLE 3

The facilities referred to in paragraph 2 of this Annex shall be granted provided that:

- (a) the goods are capable of identification on re-exportation;
- (b) the Section Commissioner-General of the participating country, without being called upon to pay a deposit, guarantees the payment of the import duties to which the goods are liable in the event of their not being re-exported within the prescribed period after the closing of the exhibition; other guarantees provided for by the laws of the inviting country can be accepted at the request of the exhibitors (e.g. A.T.A. carnet inaugurated by the Convention of the Customs Co-operation Council of 6 December, 1961⁽⁵⁾);
- (c) the Customs authorities of the country of temporary importation are satisfied that the conditions of this Annex will be fulfilled.

ARTICLE 4

Unless the national laws and regulations of the country of temporary importation so permit, goods granted temporary admission shall not, whilst they are the subject of the facilities granted under the present Annex, be loaned or used in any way for hire or reward or be removed from the site of the exhibition. They shall be re-exported with a minimum period of delay and at the latest within three months after the close of the exhibition. The Customs authorities may, for valid reasons, extend this period within the limits laid down by the laws and regulations of the country of temporary importation.

ARTICLE 5

(a) Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down in paragraph 4, the re-exportation of perishable goods, badly damaged goods or goods of little value shall not be required provided that the goods are:

- (i) subject to the import duties to which they are liable; or
- (ii) abandoned free of all expense to the Exchequer of the country into which they were temporarily imported; or
- (iii) destroyed, under official supervision, without expense to the Exchequer of the country into which they were temporarily imported, as the Customs authorities may require. Furthermore, the re-exportation requirement shall not apply to goods whose destruction is required by the Section Commissioner-General concerned, but destruction must be under official supervision and without expense to the Exchequer of the country into which they were temporarily imported.

(b) Goods granted temporary admission may be disposed of otherwise than by re-exportation, and in particular may be taken into domestic use, subject to compliance with the conditions and formalities applicable under the laws and regulations of the country of temporary importation in respect of such goods imported directly from abroad.

⁽⁵⁾ Treaty Series No. 10 (1964), Cmnd. 2226

ARTICLE 6

Products obtained incidentally during the exhibition from temporarily imported goods, as a result of the demonstration of displayed machinery or apparatus, shall be subject to the provisions of paragraphs 4 and 5 of this Annex, in the same way as if they had been granted temporary admission, subject to the reservations in Article 7 below.

ARTICLE 7

Import duties shall not be levied and import prohibitions and restrictions shall be waived, and where temporary admission has been granted, re-exportation shall not be required, in respect of the following goods, if their aggregate value and quantity are, in the opinion of the Customs authorities of the country of importation, reasonable having regard to the nature of the exhibition, the number of visitors to it and the extent of the exhibitor's participation:

- (a) small samples (other than alcoholic beverages, tobacco goods and fuels) which are representative of foreign goods displayed at the exhibition, including such samples of foods and beverages, either imported in the form of such samples or produced at the exhibition from imported bulk materials, provided that:
 - (i) they are supplied free of charge from abroad and are used solely for distribution free of charge to the visiting public at the exhibition, for individual use or consumption by the persons to whom they are distributed,
 - (ii) they are identifiable as advertising samples and are individually of little value,
 - (iii) they are unsuitable for commercial purposes and are, where appropriate, packed in quantities appreciably smaller than the smallest retail package, and
 - (iv) samples of foods and beverages which are not distributed in packs as provided for in (iii) above, are consumed at the exhibition;
- (b) imported samples used or consumed by the juries at the exhibition in appraising or judging articles displayed, subject to the production of a certificate from the Section Commissioner-General mentioning the nature and the quantity of the samples so used or consumed;
- (c) goods imported solely for demonstration or for the purpose of demonstrating the operation of a foreign machine or apparatus displayed at the exhibition and consumed or destroyed in the course of such demonstrations;
- (d) printed matter, catalogues, trade notices, price lists, advertising posters, calendars, whether or not illustrated, and unframed photographs, which are demonstrably publicity material for the foreign goods displayed at the exhibition, provided that they are supplied free of charge from abroad and are used solely for distribution free of charge to the visiting public at the exhibition.

ARTICLE 8

Import duties shall not be levied, and import prohibitions and restrictions shall be waived, and where temporary admission has been granted, re-exportation shall not be required, in respect of the following goods:

- (a) products which are imported and which are used up in constructing, setting up, decorating, animating, or furnishing the stands of foreign exhibitors at the exhibitions, such as paint, varnish, wall-paper, rectified spirit, fireworks, seeds, plants, etc. which are disposed of by the use to which they are put;
- (b) official catalogues, leaflets, posters and other printed matter, whether or not illustrated, which are published by the countries participating in the exhibition;
- (c) plans, drawings, files, records, forms and other documents which are imported for use as such at the exhibition.

ARTICLE 9

- (a) Both on entry and on exit, the examination and clearance of goods which are going to be exhibited or used or which have been exhibited or used at an exhibition shall be carried out, whenever possible and convenient, at the site of this exhibition.
- (b) Each Contracting Party shall endeavour, whenever it considers this useful, taking into consideration the importance of the exhibition, to open for a reasonable period a Customs office on the site of the exhibition held in its territory.
- (c) the re-exportation of goods which were imported temporarily may take place in one or several instalments and through any Customs office which is open for this purpose, even if it is different from the office of importation, unless the importer undertook to re-export the goods through the office of importation in order to have the benefit of a simplified procedure.

ARTICLE 10

Nothing in these regulations shall prevent the application of:

- (a) more extensive facilities which Contracting Parties grant or may grant either by unilateral agreement, or by virtue of bilateral or multilateral agreements,
- (b) regulations, whether national or made by agreement, concerning the organisation of the exhibition which are not concerned with Customs matters,
- (c) prohibitions and restrictions arising from national laws and regulations and concerned with public morality or conduct, public security, public hygiene or health, or with veterinary or phytopathological matters, or with the protection of patents, trade marks, authors' rights and copyright.

ARTICLE 11

For the purpose of the present Annex the territories of the Contracting Countries which form a Customs or economic union can be considered as a single territory.

SIGNATURES AND RATIFICATIONS

<i>State</i>	<i>Date of signature</i>	<i>Date of deposit of ratification or acceptance (AC)</i>	
Austria*	25 Sept. 1973	21 Oct. 1975	
Belgium*	} 30 Nov. 1972	12 Sept. 1975	
Byelorussian Soviet Socialist Republic†		Not required	
Bulgaria†		Not required	
Canada		Not required	
Denmark*		20 Mar. 1975	
Finland*		17 Feb. 1977	
France		Not required	
Germany, Federal Republic of‡		10 June 1974	
Hungary†		Not required	
Israel*		} 30 Nov. 1972	20 Nov. 1979
Italy*	18 Feb. 1976		
Monaco	30 Oct. 1975		
Morocco	11 Feb. 1974§		
Netherlands (Kingdom in Europe)*	13 Aug. 1976 (AC)		
Norway	} 30 Nov. 1972		
Poland*†			
Portugal*	29 Nov. 1973		
Romania*†	8 Nov. 1973		12 May 1976
Spain	} 30 Nov. 1972		Not required
Sweden*		24 Jan. 1979	
Switzerland*		25 Nov. 1974	
Tunisia		Not required	
Ukrainian Soviet Socialist Republic† ...		Not required	
Union of Soviet Socialist Republics† ...		Not required	
United Kingdom		Not required	
United States of America*†		18 Jan. 1974	

ACCESSIONS

<i>State</i>	<i>Date</i>
Australia	27 Sept. 1973
Czechoslovakia†	25 July 1974
German Democratic Republic†	16 Dec. 1975
Greece	9 Mar. 1977
Japan	9 June 1980

* Subject to ratification.

† For declarations and reservations see pages 40-42.

‡ Includes Berlin (West).

§ Includes Suriname.

DECLARATIONS AND RESERVATIONS

BULGARIA

Bulgaria signed the Protocol and the Appendix subject to the following reservation and declaration:

“ La république populaire de Bulgarie ne se considère pas liée par les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 34 de la Convention.”

“ Tous les pays du Monde profitent de l'égalité absolue et ont le droit d'adhérer à la présente Convention, sans tenir compte des restrictions découlant de l'article 35 de ladite Convention.”

Translation

“ The People's Republic of Bulgaria does not regard itself as being bound by the provisions of paragraphs 3 and 4 of Article 34 of the Convention.”

“ All the countries of the world enjoy absolute equality and have the right to accede to this Convention irrespective of the restrictions deriving from Article 35 of the Convention.”

BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC

The Byelorussian Soviet Socialist Republic signed the Protocol and the Appendix subject to the following reservation and declaration:

“ Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas lié par les dispositions sur l'arbitrage—p.p 3 et 4 de l'article 34.”

“ Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie déclare que les dispositions de l'article 35 de la Convention modifiée selon lesquelles un certain nombre d'Etats sont privés de devenir parties à la Convention sont d'une nature discriminatoire et considère que la Convention, conformément aux principes du droit souverain des Etats, doit être ouverte à la participation de tous les Etats intéressés sans discrimination et restrictions quelles qu'elles soient.”

Translation

“ The Government of the Byelorussian Soviet Socialist Republic does not regard itself as being bound by the provisions concerning arbitration—paras. 3 and 4 of Article 34.”

“ The Government of the Byelorussian Soviet Socialist Republic hereby declares that the provisions of Article 35 of the amended Convention according to which a certain number of States are debarred from becoming parties to the Convention are of a discriminatory nature and it considers that the Convention should be open to participation by all the States concerned without any discrimination or restrictions whatsoever, in accordance with the sovereign law of States.”

CZECHOSLOVAKIA

On acceding to the Convention the Government of the Socialist Republic of Czechoslovakia made the following declaration:

“ qu'elle ne sera pas liée par les dispositions de l'article 34 alinéas 3 et 4 de la convention.”

Translation

“ That it does not consider itself bound by the provisions of paragraphs 3 and 4 of Article 34 of the Convention.”

DEMOCRATIC REPUBLIC OF GERMANY

On acceding to the Convention the Government of the Democratic Republic of Germany made the following declaration and reservation:

Déclaration

“ La République démocratique allemande est d'avis que les dispositions de l'article 35 de la Convention sont en contradiction avec le principe selon lequel tous les Etats qui dans leur politique s'inspirent des buts et principes de la Charte des Nations Unies, ont le droit de devenir parties à des Conventions qui touchent les intérêts de tous les Etats.”

Réserve

“ La République démocratique allemande ne se considère pas liée par les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 34 de la Convention.”

Translation

The Democratic Republic of Germany is of the opinion that the provisions of Article 35 of the Convention are in contradiction with the principle by which all States whose policies are in keeping with the objectives and principles of the United Nations Charter have the right to become parties to Conventions which are in the interests of all States.

The Democratic Republic of Germany does not consider itself bound by the provisions of paragraphs 3 and 4 of Article 34 of the Convention.

HUNGARY

Hungary signed the Protocol and the Appendix subject to the following reservation:

“ La partie hongroise ne considère pas comme obligatoires pour elle les alinéas 3 et 4 de l'article 34 du Protocole.”

Translation

“ The Hungarian party does not regard paragraphs 3 and 4 of Article 34 as being obligatory in respect of itself.”

POLAND

Poland signed the Protocol and the Appendix subject to the following reservation and declaration:

Réserve concernant l'article 34 de la Convention sur les Expositions Internationales:

“ Le Gouvernement de la République populaire de Pologne déclare qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'article 34, paragraphes 3 et 4 de la présente Convention.”
Déclaration concernant l'article 35 de la Convention:

“ Le Gouvernement de la République populaire de Pologne est d'avis que la présente Convention devrait être ouverte à l'adhésion de tout Etat.”

Translation

Reservation concerning Article 34 of the Convention on International Exhibitions:

“ The Government of the Polish People's Republic hereby declares that it does not regard itself as being bound by the provisions of Article 34, paragraphs 3 and 4 of this Convention.”

Declaration concerning Article 35 of the Convention:

“ The Government of the Polish People's Republic is of the opinion that this Convention should be open to accession by any State.”

ROMANIA

On ratifying the Convention the Government of the Socialist Republic of Romania made the following declarations:

a) “ La République Socialiste de Roumanie déclare, sur la base du paragraphe 5 de l'article 34 de la Convention concernant les Expositions Internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928, qu'elle ne se considère pas liée par les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 34 de la Convention.

La République Socialiste de Roumanie considère que les différends entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la Convention qui n'auront pas été réglés par la voie de négociation, pourront être soumis à l'arbitrage seulement avec le consentement de toutes les parties en litige, pour chaque cas particulier.”

b) “ La République Socialiste de Roumanie déclare que les dispositions de l'article 35 de la Convention concernant les Expositions Internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928, ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel les traités internationaux multilatéraux dont l'objet et le but intéressent la communauté internationale dans son ensemble doivent être ouverts à la participation universelle.”

Translation

The Socialist Republic of Romania declares on the basis of paragraph 5 of Article 34 of the Convention concerning International Exhibitions, signed at Paris on 22 November 1928, that it does not consider itself bound by the provisions of paragraphs 3 and 4 of Article 34 of the Convention.

The Socialist Republic of Romania considers that disputes between two or more Contracting Parties on the interpretation or application of the Convention which have not been settled by negotiation can only be taken to arbitration with the consent of all the parties in dispute in each case.

The Socialist Republic of Romania declares that the provisions of Article 35 of the Convention concerning International Exhibitions, signed at Paris on 22 November 1928, are not in accordance with the principle by which multilateral international treaties which are of interest to the international community as a whole, should be open to universal participation.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

The Union of Soviet Socialist Republics signed the Protocol and the Appendix subject to the following reservation and declaration:

“Le Gouvernement de l'U.R.S.S. ne se considère pas lié par les dispositions de l'arbitrage p.p 3 et 4 de l'article 34.”

“Le Gouvernement de l'U.R.S.S. déclare que les dispositions de l'article 35 de la Convention modifiée selon lesquelles un certain nombre d'Etats, sont privés de devenir parties à la Convention, sont d'une nature discriminatoire et considère que la Convention, conformément aux principes du droit souverain des Etats, doit être ouverte à la participation de tous les Etats intéressés sans discrimination et restriction quelles qu'elles soient.”

Translation

“The Government of the U.S.S.R. does not regard itself as being bound by the provisions concerning arbitration in paras. 3 and 4 of Article 34.”

“The Government of the U.S.S.R. hereby declares that the provisions of Article 35 of the amended Convention according to which a certain number of States are debarred from becoming parties to the Convention are of a discriminatory nature and it considers that the Convention should be open to participation by all the States concerned without any discrimination or restriction whatsoever, in accordance with the principles of the sovereign law of States.”

UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC

The Ukrainian Soviet Socialist Republic signed the Protocol and the Appendix subject to the following reservation and declaration:

“Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les dispositions sur l'arbitrage p.p 3 et 4 de l'article 34.”

“Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine déclare que les dispositions de l'article 35 de la Convention modifiée selon lesquelles un certain nombre d'Etats sont privés de devenir parties à la Convention sont d'une nature discriminatoire et considère que la Convention, conformément aux principes du droit souverain des Etats, doit être ouverte à la participation de tous les Etats intéressés sans discrimination et restriction quelles qu'elles soient.”

Translation

“The Government of the Ukrainian Soviet Socialist Republic does not regard itself as being bound by the provisions concerning arbitration in paras. 3 and 4 of Article 34.”

“The Government of the Ukrainian Soviet Socialist Republic hereby declares that the provisions of Article 35 of the amended Convention according to which a certain number of States are debarred from becoming parties to the Convention are of a discriminatory nature and it considers that the Convention should be open to participation by all the States concerned without any discrimination or restriction whatsoever, in accordance with the principles of the sovereign law of States.”

UNITED STATES OF AMERICA

The United States of America signed the Protocol and the Appendix subject to the following reservation which was repeated on ratification:

“the signature by the United States Government is being accompanied by a reservation with respect to paragraph (2) of Article 10. This reservation accords with the position consistently stated by the United States Government in meetings of the Bureau of International Expositions and in the drafting of general rules regarding expositions in the United States that, while the United States Government guarantees the fulfilment of its own obligations, it is not in a position under its law to guarantee the fulfilment of obligations by juristic persons recognized by it for the purpose of organizing expositions. The United States Government will nevertheless make every reasonable effort to ensure the fulfilment by such organizers of their obligations.”

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

Government Bookshops

49 High Holborn, London WC1V 6HB
13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR
Brazennose Street, Manchester M60 8AS
Southey House, Wine Street, Bristol BS1 2BQ
258 Broad Street, Birmingham B1 2HE
80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY

*Government publications are also available
through booksellers*